Réponse du Conseil administratif à la question écrite du 27 septembre 2017 de M. Eric Bertinat: «Pavillon de la danse: le Conseil administratif a-t-il étudié d'autres modes de financement?»

TEXTE DE LA QUESTION

La présence du Pavillon de la danse à la place Charles-Sturm devrait être toute provisoire, même si le coût de sa construction est significatif. D'après le Conseil administratif, le Pavillon de la danse «a été envisagé dans une perspective constante d'économie de moyens et de recherches des solutions les plus efficaces».

Habituellement, lors de la réalisation d'infrastructures culturelles d'importance majeure, les collectivités publiques s'efforcent de trouver des sources de financement autres que celles provenant des deniers publics. A titre d'exemple, la reconstruction du Théâtre de Carouge, d'un coût total de 54,4 millions, ne sera pas intégralement prise en charge par la commune de Carouge. Sur les 54,4 millions, 13,6 viennent de fonds privés et 10 du Canton de Genève.

Curieusement, alors que la scène contemporaine genevoise est présentée comme «particulièrement dynamique et reconnue sur le plan national et international», l'exposé accompagnant la demande de crédit destiné à la construction d'un Pavillon de la danse reste muet quant à un éventuel financement par des partenaires privés, par d'autres communes ou par le Canton. Etant donné le rayonnement «national et international» de la danse contemporaine genevoise qui draine des spectateurs en provenance d'autres communes que la nôtre, un cofinancement avec des communes voisines, l'Association des communes genevoises (ACG), les communes de France voisine ou même la Confédération pourrait être envisagé. Enfin, un soutien du Canton par le biais de la loi sur la répartition des tâches entre les communes et le Canton en matière de culture n'est pas inenvisageable et pourrait être approfondi.

Ma question est la suivante:

Quels efforts ont été déployés par le Conseil administratif en vue de parvenir à un cofinancement du Pavillon de la danse avec les communes voisines, l'ACG, le Canton, les communes de France voisine, la Confédération ou par le mécénat?

RÉPONSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Le projet de construction du Pavillon de la danse est soutenu par des fonds privés à hauteur de 1 million de francs, ainsi que l'indique la première délibération de la proposition de crédit de la proposition PR-1251 en référence au com-

mentaire figurant en page 19 sous le chapitre «recettes», à savoir: «Une fondation privée genevoise soutient financièrement l'Association pour la danse contemporaine à hauteur d'un million de francs, afin de contribuer à l'acquisition des équipements techniques et scéniques du futur pavillon.»

Eu égard à la durée limitée dans le temps de l'implantation de ce pavillon, à l'historique du projet et au montant d'investissement, cette contribution privée de 1 million de francs peut être considérée comme déjà importante.

Globalement, il est à rappeler que la Ville de Genève entreprend des démarches importantes pour obtenir des contributions publiques et/ou privées aux principaux projets d'investissements relatifs aux équipements culturels majeurs. Ainsi le Canton de Genève a finalement été en mesure de confirmer sa contribution au projet de construction de la Nouvelle Comédie à hauteur de 45 millions sur un montant total de 98 millions de francs. Une donation privée de 30 millions de francs a permis de construire BOT V et de rénover la Console tout comme les bâtiments de BOT II et BOT III aux Conservatoire et Jardin botaniques. Le MEG, quant à lui, a bénéficié à la fois de fonds privés par le legs Lancoux de 8,3 millions de francs et de fonds publics avec la participation financière de 7,5 millions de francs de l'ACG et de 10 millions de francs du Canton. En outre, il est à rappeler aussi que le projet d'agrandissement et de rénovation du Musée d'art et d'histoire était financé à hauteur de 50% par des privés qui contribuaient avec un apport total de 65 millions sur un crédit de 132 millions de francs.

Au niveau des investissements majeurs, la culture représente ainsi le domaine en Ville de Genève qui permet de recueillir les participations privées et publiques les plus importantes.

Ainsi donc, comme pour les autres infrastructures culturelles, le Conseil administratif a bien étudié d'autres modes de financements et un important résultat a été obtenu. Ce soutien marque l'intérêt et la reconnaissance des partenaires privés pour la danse contemporaine à Genève.

Quant à la loi sur la répartition des tâches entre les communes et le Canton (LRT), la manière dont le Canton l'applique vise plutôt à une séparation des tâches, notamment dans le domaine des infrastructures culturelles, plutôt qu'à un partenariat. Rappelons que la contribution de 45 millions de francs pour la Nouvelle Comédie a été obtenue de haute lutte et au prix fort d'un désengagement du Canton de la Fondation d'art dramatique. Dans le cadre de la répartition des subventions opérées entre Canton et communes sous l'égide de la LRT, celle attribuée à l'Association pour la danse contemporaine (ADC) a été entièrement attribuée à la Ville de Genève. Les communes soutiennent ponctuellement des infrastructures de la Ville de Genève, comme la patinoire des Vernets il y a environ dix ans, et le Grand Théâtre plus récemment. D'autres demandes seront faites à l'avenir pour des infrastructures culturelles et sportives, mais il n'est pas envi-

sageable de présenter des demandes pour chaque projet. Enfin, la Confédération ne soutient pas des infrastructures culturelles en tant que telles, uniquement des activités.

Au nom du Conseil administratif

Le directeur général:
Jacques Moret

Le conseiller administratif:
Sami Kanaan